

Réseau canadien pour l'abolition des armes nucléaires  
c/o 140 Westmount Road North, Waterloo, Ontario, Canada N2L 3G  
Courriel : [bevdelong@shaw.ca](mailto:bevdelong@shaw.ca)

Le 9 février 2015

L'Honorable Rob Nicholson,  
Ministre des Affaires étrangères  
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario K1A 0G2

Monsieur le ministre,

Objet : Recommandations de la conférence de Révision 2015 du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP)

Recevez les salutations du Réseau canadien pour l'abolition des armes nucléaires (RCAAN). Nous sommes une coalition pan-canadienne d'organisations de la société civile qui travaillons à faire progresser la cause du désarmement nucléaire et le progrès vers un monde sans armes nucléaires — un objectif que le Gouvernement canadien (GC) a toujours ouvertement appuyé.

L'effort mondial vers le désarmement nucléaire a été revigoré ces dernières années par l'attention nouvelle portée aux conséquences humanitaires catastrophiques d'une confrontation impliquant des armes nucléaires. On est aussi de plus en plus conscient du fait que le risque existentiel posé par les armes nucléaires est exacerbé par la détérioration des relations entre les deux premières puissances nucléaires — les États-Unis et la Russie — qui, à elles deux, détiennent 95 % des armes nucléaires existantes.

Durant la session 2014 de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur le désarmement et la sécurité internationale, la grande majorité des nations du monde — y compris le Canada — ont appuyé des déclarations exprimant explicitement leur inquiétude face à l'impact humanitaire des armes nucléaires. Dans ce contexte, nous croyons qu'il est impératif de lancer un processus intégré menant au déploiement d'un cadre juridique pour l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires. Selon nous, l'impératif humanitaire en faveur du désarmement nucléaire devrait constituer le catalyseur du déclenchement d'un tel processus.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2014, le RCAAN a accueilli un séminaire d'experts préparatoire à la Conférence de révision 2015 du TNP (RevCon), dont nous croyons qu'elle sera de première importance pour la santé globale du régime mondial de désarmement et de non-prolifération. Les discussions ont porté sur une grande variété de questions juridiques, politiques, de sécurité et de vérification — toutes liées au besoin pressant d'accomplir des progrès concrets et d'obtenir un résultat probant lors de la Conférence de révision 2015 du TNP.

Pour faire suite aux délibérations du séminaire, le Réseau canadien pour l'abolition des armes nucléaires aimerait porter à votre attention les recommandations suivantes qu'il formule à l'intention du gouvernement du Canada.

1. Préparer, pour publication avant la Conférence 2015 de révision du TNP un document de stratégie qui établisse les objectifs prioritaires du Canada dans le cadre de cette réunion et qui constitue une référence publique pour la diplomatie.
2. Rechercher un accord sur des mesures obligatoires de levée de l'état d'alerte, pour éviter les menaces que font peser sur le monde la perpétuation de dangereuses attitudes nucléaires de Guerre froide. Les armements nucléaires couramment déployés en état d'alerte avancée devraient faire l'objet d'une attention prioritaire à la RevCon, en tant que menace mondiale majeure à éliminer.
3. Mettre à profit le rôle du Canada comme président du groupe des experts gouvernementaux de l'ONU pour réclamer le lancement immédiat de négociations du traité de contrôle des matières fissiles (FMCT) sous les auspices du TNP ou d'un autre forum non soumis à un veto.
4. Appuyer le démarrage d'une convention sur les armements nucléaires dans un forum non soumis à un veto et cesser de s'objecter à la négociation d'une telle convention comme étant incompatible avec le TNP.
5. Relancer la capacité de recherche de vérifications au sein du GC et créer un projet conjoint avec un État détenteur d'armes nucléaires (DAN) — les États-Unis constituant un candidat de choix à cet égard — pour contribuer à l'élaboration d'une technologie de vérification et de procédures nécessaires au désarmement nucléaire. L'annonce d'un tel projet de collaboration pourrait être faite à la RevCon.
6. Continuer à revendiquer des mesures de réforme pour surmonter le déficit institutionnel du TNP et pour permettre plus de transparence et de reddition de compte dans la mise en œuvre du traité par les États signataires. Ces mesures comprendraient des réunions annuelles décisionnelles des parties prenantes, la capacité de convoquer des réunions d'urgence, la continuité de gestion au travers d'un bureau permanent ou une présidence rotative en troïka, avec l'assistance administrative d'une unité de soutien à la mise en vigueur.
7. Travailler à combler l'écart entre les États sans armement nucléaire (ÉSAN), ceux qui croient ou non qu'il existe un impératif humanitaire de prévenir tout recours aux armes nucléaires, en mettant en œuvre leur élimination. Car le Canada qui se trouve actuellement dans un groupe minoritaire devrait migrer vers la position majoritaire, plus en ligne avec ses valeurs morales et politiques. Un objectif à court terme serait de contribuer à restaurer la solidarité des ÉSAN de manière à maximiser leur efficacité comme force diplomatique à la RevCon.
8. Renouer les liens avec la société civile pendant la préparation de la RevCon en convoquant des consultations et en demandant des contributions au document de stratégie canadienne suggéré au premier point ci-dessus. Le GC devrait renouer avec la pratique passée d'inclure des ONG et leurs représentants experts dans la délégation canadienne à la RevCon.
9. Envisager d'accueillir une assemblée de pays partageant nos visions pour examiner le chemin vers un cadre juridique pour une interdiction et une élimination vérifiées, irréversibles et coercitives des armes nucléaires, telle que réclamées par l'Initiative des Puissances moyennes et les Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement.
10. Accueillir la motion unanime du Sénat (2 juin 2010) et de la Chambre des communes (7 décembre 2010) exigeant une initiative diplomatique forte de la part du Canada à l'appui du désarmement nucléaire et la requête pour qu'un comité conjoint spécial du Sénat et des communes tienne des audiences et prépare un rapport sur la meilleure manière de mettre en œuvre ces motions unanimes.

Nous croyons fermement qu'il est dans le meilleur intérêt de toutes les nations de progresser de manière décisive vers l'objectif partagé de l'abolition nucléaire et sommes convaincus que le Canada peut et doit jouer un rôle de chef de file à cet égard. Pour chacune des mesures énumérées ci-dessus, il faudra déployer des efforts et des ressources, mais compte tenu des immenses enjeux pour le Canada associés à la viabilité future du TNP et de la gouvernance nucléaire mondiale qu'appelle le traité, nous croyons que de tels efforts pointus sont justifiés. Nous vous remercions de votre attention et de vos actions à l'égard de ces enjeux.

Acceptez nos sincères salutations

Beverley J. T. Delong  
Présidente

c.c. M. Marc Garneau, critique libéral en affaires étrangères  
M. Paul Dewar, critique du NPD en affaires étrangères  
Mme Elizabeth May, cheffe du parti vert  
M. Mario Beaulieu, chef du Bloc Québécois

La présente lettre est appuyée par les organisations suivantes:

Antennes de paix/Pax Christi Montréal

L'Alliance canadienne pour la paix

Les Artistes pour la Paix

Association canadienne pour les Nations Unies

Les Conférences Pugwash Canada, Conseil d'administration

la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

l'Institut Rideau

Les médecins pour la survie globale

Project Ploughshares

Religions pour la Paix - Canada

Science for Peace

Mouvement fédéraliste mondial - Canada

La Voix des Femmes

Women's International League for Peace and Freedom - Canada

